

# Monténégro : les boues rouges du KAP, une bombe écologique à retardement

[Mediapart](#) | De nos envoyés spéciaux au Monténégro | mardi 4 mai 2021

**C'est une bombe écologique à retardement. Les deux bassins de boues rouges du Combinat d'aluminium de Podgorica, au Monténégro, menacent directement les riverains et le milieu fragile du lac de Skadar. La privatisation et la vente à la découpe de l'entreprise ont favorisé toutes les magouilles. Enquête.**

Par Jean-Arnault Dérens et Laurent Geslin



**Radoslav Terzić devant les bassins de boues rouges**

© Laurent Geslin / CdB

Quand souffle le vent du nord, il rabat la poussière rouge et toxique sur les champs et les maisons abandonnées de Botun. La famille Stojanović est la seule à vivre encore dans ce village fantôme, niché dans une boucle de la Morača, la rivière qui file vers le lac de Skadar après avoir traversé la ville de Podgorica. « Quand on a voulu nous évacuer en 2001, mon mari a refusé l'indemnité qu'on nous proposait car il trouvait le prix trop bas. Nous sommes les seuls à être restés », explique Stana, une octogénaire qui vit là avec sa fille et son fils, tous deux célibataires. « Mon mari est mort d'un cancer peu après, et je suis moi-même très malade », poursuit-elle. « Nous gardons nos fenêtres fermées en permanence, même l'été quand il fait très chaud, mais la poussière rouge se glisse partout. » L'État monténégrin ne proposerait aujourd'hui que la somme dérisoire de 5000 euros pour racheter la propriété des Stojanović.

La plaine de la Zeta est l'une des plus fertiles du Monténégro, mais cela fait bien longtemps que la vie est devenue impossible aux abords du Combinat d'aluminium de Podgorica (Kombinat Aluminijuma

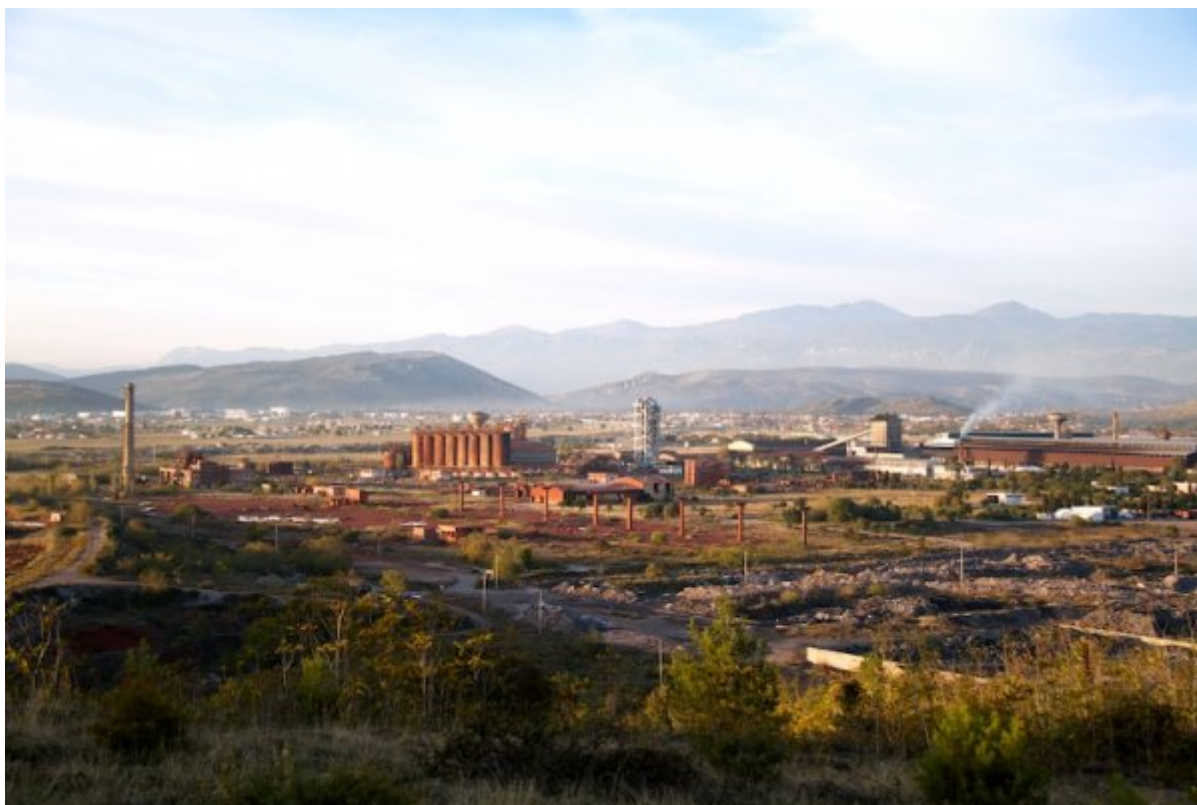
Podgorice, KAP). L'immense usine tourne au ralenti, les carcasses métalliques des hangars rouillent sur pied, mais la vraie menace se voit mieux du ciel, en décollant de l'aéroport tout proche : à neuf kilomètres du centre de Podgorica, 7,5 millions de tonnes de boues rouges dorment dans deux piscines d'une superficie équivalente à 65 terrains de football. La maison des Stojanović se trouve à moins de cent mètres du remblai haut d'une vingtaine de mètres, qui rappelle tragiquement la digue qui s'était rompue en Hongrie en 2010, à proximité de l'usine d'aluminium d'Ajka. Les eaux toxiques sourdent dans le sol, polluant la nappe phréatique, tandis que les bassins s'assèchent, faute d'être régulièrement approvisionnés en eau. Le vent répand alors les résidus de poussières rouges sur les villages avoisinants.

## **Le KAP, une histoire très politique**

Nichée au pied des montagnes, Podgorica est devenue la capitale de la République socialiste fédérée du Monténégro en 1945. En signe de reconnaissance pour l'héroïsme des partisans monténégrins face à l'occupant nazi, on lui accorda l'honneur de prendre le nom du maréchal Tito, le fondateur de la Yougoslavie socialiste. Mais la nouvelle Titograd n'avait aucune industrie digne de ce nom, le Monténégro demeurant rural et peu développé. Des gisements de bauxite rouge avaient été découverts en 1939 aux alentours de Nikšić, la seconde ville du pays. Leur exploitation débuta après la guerre, mais l'on décida d'implanter aux abords de Podgorica l'usine assurant la transformation du minerai brut en aluminium. Le chemin de fer passait là, permettant de l'expédier vers Belgrade, la capitale fédérale, aussi bien que vers le port de Bar. La construction du combinat fut lancée en 1969 avec une technologie fournie par le groupe français Pechiney. La production commença trois ans plus tard et l'usine fut longtemps le premier employeur industriel de la petite république. 6000 ouvriers travaillaient sur le site, soit 1% de la population totale du Monténégro.

Les deux décennies qui suivirent furent l'âge d'or de ce géant industriel, qui avait une capacité théorique de production de 120 000 tonnes d'aluminium liquide par an. On disait alors, non sans fierté, que le combinat aspirait la moitié de la consommation d'électricité du Monténégro et la centrale de Pljevlja, dans le nord du pays, alimentée par la mine de charbon voisine, marchait à plein régime pour assurer l'énergie nécessaire à l'électrolyse, le processus chimique qui permet d'extraire l'alumine de la bauxite. Nikšić, Podgorica, Pljevlja, sans oublier le port de Bar : c'était en fait toute l'économie monténégrine qui tournait autour du combinat. Mais le rêve socialiste de développement industriel n'a pas survécu à l'éclatement de la Yougoslavie. En 1992, le Monténégro, resté lié à la Serbie dans la « petite » République fédérale de Yougoslavie, était frappé par l'embargo international sanctionnant l'implication de Belgrade dans la guerre de Bosnie-Herzégovine. La production s'est rétractée, mais n'a jamais cessé : le minerai était là, seul le KAP pouvait satisfaire les besoins en aluminium du marché local. Durant cette période, le gouvernement monténégrin a porté l'entreprise à bout de bras, épongeant les dettes, assurant le paiement des salaires. Parce qu'il en allait de sa stabilité sociale.

C'est aussi durant cette période que le groupe suisse Glencore est venu offrir ses services, imposant au combinat un contrat léonin : en échange d'un prêt de 20 millions de dollars, il pouvait acheter l'intégralité de son aluminium à des prix inférieurs au cours mondial, tout en ayant un droit de regard sur la gestion de l'usine. Avec la chute du régime de Slobodan Milošević et la levée des sanctions internationales en 2000, ce statut d'exception n'était plus possible. En route vers l'indépendance, restaurée au printemps 2006, le Monténégro voulait ouvrir son économie et se rapprocher de l'Union européenne (UE). En 2004, accablé par le poids d'une dette cumulée de quelque 130 millions d'euros, la privatisation du KAP paraissait inéluctable et Glencore, tout à la fois créancier et candidat au rachat de l'entreprise, faisait figure de favori. C'est pourtant le groupe Rusal d'Oleg Deripaska, le « roi russe de l'aluminium », qui fit main-basse sur 58,7% du capital du combinat, via sa filiale Central European Aluminum Company (CEAC). À l'époque, le Monténégro, totalement contrôlé par le Parti démocratique des socialistes (DPS) de Milo Đukanović, cultivait l'amitié des Russes, et les autorités saluèrent avec emphase « l'investissement du siècle ». La lune de miel avec l'oligarque n'a pourtant guère duré. Dès 2008, celui-ci portait plainte devant la Cour internationale d'arbitrage de Francfort, réclamant au Monténégro la bagatelle de 300 millions d'euros de dommages, estimant avoir été trompé sur l'état réel de l'entreprise et de ses dettes.



### **Le KAP**

© Laurent Geslin / CdB

Oleg Deripaska n'a jamais manifesté la moindre intention d'investir dans la remise à niveau technologique du Combinat, ce qui a immédiatement fait douter de ses [réelles intentions](#). « Le KAP pouvait produire 100 000 tonnes d'aluminium par an, mais Rusal voulait augmenter la production à 120 000 sans investissement et sans nouvelle embauche », rappelle Srđa Keković, secrétaire général de l'Union des syndicats libres du Monténégro (USSCG). Le long feuilleton judiciaire s'est achevé en 2013, avec la mise en faillite du KAP, qui a laissé une lourde facture au Monténégro. Selon le Tribunal de commerce de Podgorica, le montant total des créances de l'entreprise s'élevait à 359 millions d'euros, dont un manque à gagner d'au moins 150 millions pour les finances publiques monténégrines, qu'il s'agisse de garanties accordées par l'État pour les emprunts souscrits par le KAP en 2009 et 2010, ou de la facture d'électricité qui s'élevait à près de 50 millions et qui n'a bien sûr [jamais été payée](#).

C'est un fidèle de Milo Đukanović, actuel président et toujours maître du pays, qui a en 2014 finalement repris l'essentiel du site pour la somme dérisoire de 28 millions d'euros. Veselin Pejović, le propriétaire d'UNIPROM, a commencé sa carrière comme chauffeur d'autobus dans sa ville natale de Nikšić, avant de se lancer dans la profitable activité du traitement des déchets. Au début des années 2000, il multiplie les investissements dans l'immobilier et diversifie ses activités en investissant dans les mines de charbon de Pljevlja, mais aussi dans le commerce et la distribution.

« Au début des années 2000, le combinat comptait encore 5600 salariés et faisait travailler 10 000 sous-traitants. La technologie fournie par Pechiney était prévue pour durer 30 ans, mais depuis deux décennies, il n'y a eu aucun investissement technologique, seulement des plans sociaux », poursuit le syndicaliste, qui dénonce le scandale économique, humain et environnemental que représente la longue agonie du KAP. En 2013, le combinat ne comptait plus que 720 salariés, et les effectifs tourneraient aujourd'hui autour de 450 personnes. « Depuis l'arrivée d'UNIPROM, les activités syndicales ont été interdites. Il n'y a plus de convention collective, les ouvriers enchaînent les contrats précaires, et l'entreprise a rappelé des retraités pour avoir moins de cotisations sociales à payer. »

En 2015, l'Union des syndicats libres du Monténégro a tenté un ultime baroud d'honneur, appelant l'Inspection du travail à vérifier les conditions de travail et de sécurité des ouvriers, mais la répression a été immédiate, avec la mise à pied de la responsable locale du syndicat, Sandra Obradović. Depuis, la

bataille se poursuit devant les tribunaux, mais le KAP est devenu une forteresse impénétrable, où les journalistes ne sont pas les bienvenus. Les affaires d'UNIPROM semblent pourtant bien se porter : selon un rapport des douanes, l'entreprise était la première exportatrice du Monténégro en 2019. Connu pour être anguin et colérique, Veselin Pejović a [physiquement molesté des députés d'opposition](#). Après avoir repris le KAP, il a également acquis, un an plus tard, les mines de bauxite de Nikšić, contrôlant ainsi l'ensemble de la filière dans le pays. En revanche, les bassins de boue rouge ont été dissociés du combinat, faisant l'objet d'une vente spécifique.

## Pollution, silence et déni

« Cela fait 45 ans que nos champs sont pollués, mais avant les gens avaient des emplois et ils se disaient que cela valait bien quelques sacrifices », soupire Radoslav Terzić, qui habite le village de Srpska, voisin de celui de Botun. Ses terres débutent au pied des bassins de boues rouges. « L'eau des puits est impropre à la consommation et il est dangereux de consommer les légumes du jardin. Il y a quelques années, mes vaches ont perdu leurs dents », rapporte-t-il. Radoslav Terzić a multiplié les actions judiciaires, mais ses appels restent sans réponse : « En 2001, 22 familles de Botun ont été expropriées et dédommagées, mais pas moi. Comme j'avais seulement des terres agricoles, on ne m'a rien proposé ». Habitué des médias, l'homme ne se déplace pas sans le volumineux dossier de ses plaintes et recours en justice, mais toutes les décisions qui lui étaient favorables ont été annulées.

« Les bassins doivent être tenus en eau pour éviter que les poussières ne se dispersent dans l'atmosphère. Une année, il a neigé, et la plaine de la Zeta est devenue rouge », poursuit Radoslav Terzić. « Ils parlent 'd'incidents ponctuels' mais ces 'incidents' ont toujours existé, même quand les bassins étaient mieux entretenus. Plus personne ne surveille le niveau d'eau dans les piscines, des tuyaux ont même disparu, peut-être ont-ils revendus. » En ce mois d'octobre 2020, le temps est clément dans la plaine de la Zeta, des nuées d'oiseaux se posent dans les bassins, une fumée s'élève à la verticale depuis la maison des Stojanović. « L'un des bassins ne possède pas de coque étanche et les remblais du second laissent passer les infiltrations », explique Radoslav Terzić, en enjambant le grillage rouillé qui interdit l'accès aux piscines. « Le site est théoriquement sécurisé mais on y entre comme dans un moulin. »

Nataša Kovačević, de l'ONG environnementale Green Home, le confirme. « Les bassins sont fissurés et les produits toxiques pénètrent dans les eaux de surface. La rivière Morača n'est qu'à 300 mètres et celle-ci se jette dans le lac de Skadar, l'une des réserves d'eau douce les plus importantes des Balkans. Aujourd'hui, les concentrations de métaux lourds dans les puits et les champs de la région sont de 2 à 150 fois supérieures aux normes autorisées. » Le territoire du parc national du Lac de Skadar ne commence qu'à quelques kilomètres du combinat, et la zone présente un risque sismique certain, faisant craindre le pire en cas de rupture des bassins. [Selon des recherches menées en 2012 par Green Home](#), le KAP aurait produit, depuis le début des années 1970, 325 000 tonnes de déchets solides contenant du fluorure, du nickel, du chrome, du cuivre, du cadmium, du zinc, de l'arsenic, du mercure, du cyanure, dont une partie ont pénétré les sols. Une [étude récente](#) de l'Agence pour la protection de l'environnement du Monténégro vient encore le confirmer. Ivana Vojinović, la chef de la Direction des milieux naturels auprès du ministère du Développement durable et du Tourisme, reconnaît que la qualité des eaux du lac et de la Morača est « médiocre », avec une forte concentration en phytoplanctons.



### **Tempête de poussières dans le village de Botun**

*@ Famille Stojanović*

La longue saga judiciaire du KAP, ses changements de propriétaire et sa mise en faillite ont eu pour conséquence l'arrêt des contrôles réguliers de la pollution. Le Centre éco-toxicologique de Podgorica (CETI), rattaché au même ministère du Développement durable et du Tourisme, nous a ainsi expliqué par courrier électronique que « les dernières analyses des eaux souterraines remontaient à 2011 ». De même, la pollution atmosphérique provoquée par les poussières rouges était mesurée une fois par mois jusqu'en 2009. « Depuis, il n'y a plus de surveillance systématique, mais des mesures sont effectuées ponctuellement à la requête de l'Inspection écologique, en cas de situation accidentelle avec propagation des poussières pendant et après le fort vent du nord. De telles mesures ont été effectuées durant sept jours en juillet 2017, puis en septembre et octobre 2018. » Alors que la Constitution du Monténégro définit depuis 1992 le pays comme un « État écologique », le pays n'a pas de ministère spécifiquement dédié à l'environnement.

### **Les boues rouges, un trésor caché ?**

Lors de la dernière privatisation du KAP, les bassins de boues rouges ont donc été dissociés de l'entreprise. En mars 2015, c'est Roman Denkovic, un homme d'affaires ukrainien établi sur la côte monténégrine qui en a fait l'acquisition. Les piscines avaient été évaluées à 450 000 euros mais, au total, Roman Denkovic a déboursé 2,45 millions, puisqu'il a aussi acheté quelques ateliers du KAP. Les seules activités connues de son entreprise, Tivat Politropus Alternative, ont trait à l'immobilier et au tourisme, et la société a financé en 2018 la construction d'un grand hôtel sur la côte, à Bijela, dont le chantier semble toutefois interrompu. Roman Denkovic avait annoncé son intention d'injecter 50 millions d'euros dans le KAP et de créer 300 emplois, prévoyant de relancer la production d'aluminium mais aussi de recycler les boues rouges.

Ces promesses n'ont jamais connu le moindre début de réalisation, et l'Ukrainien s'est contenté de revendre les machines des entrepôts qu'il avait acquis. On ignore si cela lui a permis de rentrer dans ses frais, tout comme l'on ignore pour quelle somme Roman Denkovic a revendu les fameux bassins, en avril 2016, à la compagnie Weg Kolektor de Berane, théoriquement spécialisée dans le traitement des déchets. Au ministère, Ivana Vojinović confirme que désormais, c'est bien à cette dernière entreprise que revient la responsabilité de veiller à l'entretien des bassins. Saisie par les riverains et l'Inspection écologique, la

justice a enjoint Weg Kolektor de mettre en place un système efficace d'arrosage des bassins, sous peine de sanctions. Sans résultat : l'entreprise a été condamnée à verser 7500 euros pour non-exécution de cette ordonnance en mars 2018, [puis à une très modeste amende de 300 euros par le tribunal correctionnel de Podgorica en octobre de la même année. En revanche, dès juin 2016, Weg Kolektor avait réussi à hypothéquer les bassins pour une durée de 14 ans et la bagatelle de cinq millions d'euros auprès d'une entreprise, Blackrock Capital Podgorica, n'ayant aucune activité connue. Cette dernière n'a d'ailleurs été inscrite au Tribunal de commerce de Podgorica que le 28 mars 2019.

Le propriétaire de Weg Kolektor était en 2016 un jeune homme d'à peine 20 ans, Lazar Jevrić, sans expérience dans aucun secteur particulier, mais son père, Sinisa Jevrić, est mieux connu. Recherché par la police danoise pour trafic de drogues, en l'occurrence quelque 4,5 kilos de cocaïne, son nom a un temps figuré au registre d'Interpol. Aucune convention d'extradition n'existant entre le Monténégro et le Danemark, on peut supposer que les Jevrić père et fils coulent des jours paisibles dans leur pays natal ou bien en Serbie voisine, tandis que l'hypothèque consentie par cette mystérieuse Blakrock Capital Podgorica ressemble fort, selon un journaliste local qui souhaite garder l'anonymat, à « une classique opération de blanchiment d'argent ». À moins que les Jevrić n'aient trouvé, sinon la pierre philosophale, du moins la manière de transformer en or [7,5 millions de tonnes de déchets toxiques](#) ?



**Le village de Botun, devant l'une des deux piscines de boues rouges**

© Laurent Geslin / CdB

Les boues rouges regorgent en effet de terres rares, des minerais qui attisent les convoitises : on les utilise pour produire des écrans d'ordinateur et de téléphone mais aussi des radars, des éoliennes ou des voitures électriques, ce qui en fait des composants indispensables de la transition énergétique. « La bauxite contient tous les éléments de la table périodique, mais sa composition exacte dépend des roches dans lesquelles elle était logée », explique Slobodan Radusinović, de l'Institut de recherche géologique du Monténégro (GSM), qui mène une étude pour analyser la composition chimique des boues rouges du KAP. « On trouve dans ces dernières des métaux lourds comme du plomb, du mercure et du chrome, mais aussi des terres rares comme le scandium, l'yttrium et les lanthanides. Par le biais du programme Raw Materials, qui regroupe des experts de toute l'Europe du Sud-Est, l'UE a lancé des études pour tenter de valoriser ces terres rares. »

Le Monténégro va-t-il pouvoir exploiter ce trésor ? Selon une étude du Bureau Veritas Commodities

Canada, les deux bassins du KAP contiendraient 15 000 tonnes de terres rares, mais des stocks de boues rouges parfois plus conséquents existent ailleurs en Europe. Un programme pilote d'extraction de ces terres rares a été lancé par Aluminium of Greece, qui exploite les mines de bauxite de Béotie. « L'exploitation des boues rouges dépend de trois facteurs : les capacités technologiques, le contexte économique et les contraintes environnementales », poursuit Slobodan Radusinović. « Il faudrait qu'une technologie permette cette mise en valeur à des coûts acceptables, en respectant de strictes normes environnementales. Nous n'y sommes pas encore. » [En septembre 2019](#), Siniša Jevrić assurait pourtant que l'exploitation des boues rouges débuterait « le 15 novembre 2019 », grâce au soutien d'une mystérieuse entreprise britannique. Sur le terrain, un an plus tard, rien ne se voit.

## Les millions de la Banque mondiale

Les Jevrić pourraient tout de même réaliser une jolie culbute financière. Le 14 septembre 2014, la Banque mondiale a approuvé un prêt de 50 millions d'euros pour lancer la dépollution des anciens chantiers navals de Bijela, dans les Bouches de Kotor, d'un site accueillant des résidus miniers dans le village de Gradac et d'un dépôt de cendres de charbon, tous deux situés à proximité de la ville de Pljevlja. Elle s'était aussi engagée à soutenir la préparation de la documentation technique en vue de l'assainissement des déchets industriels du KAP.

Ces études préliminaires auraient dû s'achever le 30 juin 2019, mais les retards s'accumulent. « Durant toutes ces années, rien n'a été fait », assure Aleksandar Perović, directeur de l'ONG de défense de l'environnement Ozon. « Beaucoup de temps a été perdu et l'argent de la Banque mondiale a été mal employé ». De fait, la documentation technique en vue de l'assainissement des bassins du KAP devait être rendue à la Banque mondiale fin juin 2020 mais, « à la demande des autorités monténégrines, la date de clôture [a été reportée] au 30 juin 2021, en tenant compte des retards liés aux mesures prises contre la Covid-19 au printemps 2020 », comme l'explique Emanuel Salinas, directeur pays de la Banque mondiale pour la Bosnie-Herzégovine et le Monténégro. Et ce dernier de préciser « que la conception de l'assainissement est une étape importante, mais celle-ci doit être suivie de la mise en œuvre des mesures d'assainissement requises ». Ivana Vojinović assurait à l'automne 2020 que tous les appels d'offres avaient été passés pour réaliser l'étude de dépollution.

Toutefois, c'est Weg Kolektor qui pourrait représenter un obstacle inattendu. Interrogé par la télévision publique monténégrine en septembre 2019, Siniša Jevrić invoquait son droit de propriété sur les bassins et son intention d'exploiter les boues rouges, assurant même que le ministère ne lui avait pas demandé l'autorisation d'en analyser le contenu... En fait, l'entreprise a probablement une autre idée en tête, celle de revendre à bon prix les bassins contestés à l'État monténégrin : celui-ci est en effet tenu par les engagements pris auprès de la Banque mondiale. L'hypothèque souscrite à hauteur de 4,5 millions d'euros pourrait alors devenir un argument dans la négociation. Le tour de bonneteau que les Jevrić entendaient peut-être jouer avec les boues rouges du KAP sera-t-il déjoué par le nouveau gouvernement monténégrin, investi en décembre 2020, et qui affiche sa volonté d'en finir avec toute complaisance à l'égard des réseaux criminels ?



## **Les bassins de boues rouges**

© Laurent Geslin / CdB



*Cette enquête a été réalisée avec le soutien du Fonds Investigative Journalism for Europe ([IJ4EU](#)).*